

Je suis très heureux, Monsieur le Président, d'être de retour à Chicago et de prendre la parole devant un groupe aussi distingué. [Je sais reconnaître une salle pleine de partisans des Blue Jays.]

J'avais plutôt espéré, un peu avec perversité, que j'aurais eu à rivaliser, en ce bel après-midi d'automne, avec une partie de baseball chaudement disputée au Skydome de Toronto. Je tirerai plutôt ma consolation, du moins je l'espère, de l'attention indivise que vous accorderez à quelques réflexions sérieuses dont j'aimerais vous faire part au sujet d'une question qui me tient à cœur et qui, je le suppose, ne vous laisse pas tout à fait indifférents. Je veux parler de l'économie canadienne, de son passé et de son avenir.

Le Conseil des relations étrangères de Chicago a un rôle clé à jouer, soit celui de favoriser la compréhension des questions internationales dans cette ville des plus importantes et dans cet État charnière qui sont les vôtres. Aucun État américain n'est mieux placé que le vôtre pour comprendre l'importance de l'économie canadienne pour la prospérité passée et future des États-Unis en général et du Centre-Ouest en particulier.

Par ses échanges commerciaux bilatéraux avec le Canada, qui ont atteint 9,7 milliards de dollars en 1990, l'Illinois à lui seul est le troisième partenaire commercial du Canada en importance, derrière les États-Unis et le Japon. Par ailleurs, le Canada est le principal partenaire commercial de l'Illinois, de même que du Wisconsin et du Missouri, soit dit en passant.

Sur le plan du brio et de la détermination purs, il serait difficile de faire mieux que ce que des partenaires de l'Illinois et du Canada ont réussi à accomplir en implantant le Big Mac à Moscou. Proches partenaires, nous avons toutefois de nombreuses autres questions courantes à trancher et la compréhension y joue le rôle clé.

Au sujet de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'ALE, notre consul général, M. Doug Valentine, me dit que vous en avez assez d'entendre parler de l'ALE et que, de toute façon, je ne ferais que prêcher à des convertis en consacrant beaucoup de temps à cette question. Vous comprendrez que ce ne soit pas toujours le cas au Canada et j'espère que vous me pardonneriez quelques digressions occasionnelles sur certaines des raisons, pas toujours très bien comprises, pour lesquelles l'ALE donne de bons résultats pour le Canada. Je sais que vous vous attendez à ce que je vous entretienne des nouvelles négociations trilatérales nord-américaines, mais j'aimerais tout d'abord dire quelques mots,

Monsieur le Président, sur le contexte politique général dans lequel le Canada aborde ces négociations importantes.

Il y a quelque six ans, en décembre 1985, ici même en votre grande ville, soit à l'Université de Chicago, le premier ministre